



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

23-03-2016

3 dates – Un seul mot d'ordre : l'action

Dimanche 22 mars : 2^{ème} tour des 3 élections législatives partielles. Comme lors du 1^{er} tour, l'abstention est massive : 78% dans le Nord, 66% dans l'Aisne, 74% dans les Yvelines. Cela traduit le rejet de plus en plus profond des politiques menées par les gouvernements successifs ou prônées par ces partis politiques. Comme prévu, les candidats Les Républicains face au FN dans le Nord et l'Aisne et face au PS dans les Yvelines ont été élus.

Il n'y a rien à attendre de ce côté-là pour les travailleurs et le peuple qui subissent la politique de régression sociale et qui veulent que ça change vraiment.

Seul notre Parti propose une alternative réelle. Nous démontrons que les moyens existent pour faire une autre politique de progrès économique et social au service du peuple. Nous appelons à lutter sans compromis contre le capital et tous ceux qui le soutiennent, pour imposer un changement de politique et de société...

Seule l'action unie du peuple fera échouer les manœuvres politiciennes. Les alliances des uns et des autres se développent de plus en plus à l'approche de la Présidentielle de 2017, pour dévoyer le mécontentement. Ils parlent d'alternance pour construire la relève politique qui continuera la même politique au service du capital.

Mardi 22- Attentat meurtrier à Bruxelles – 34 morts, plus de 200 blessés

Nous condamnons ces attentats contre les peuples. Les coupables doivent être identifiés, jugés, condamnés.

Après l'attentat de Bruxelles, F. Hollande déclare que c'est toute l'Europe qui est frappée, il en appelle à celle-ci pour qu'elle prenne toutes les dispositions face à cette situation. Une fois de plus il appelle « à l'unité nationale, au rassemblement à la cohésion ».

Pour faire quoi ?

Tous les partis politiques en France, ont approuvé la politique de guerre de la France, sa participation aux interventions impérialistes en Afrique, en Lybie, au Moyen Orient. Au Congrès de Versailles le 16 novembre après les attentats à Paris, il y a eu un consensus absolu de tous les groupes parlementaires pour continuer la même politique dont l'objectif est d'assurer la domination de tout le Moyen Orient. Il n'y a aucune place là-dedans pour l'émancipation des peuples, c'est tout le contraire. C'est véritablement l'aggravation de leur situation.

Cette politique de guerre conduit aux massacres, aux destructions massives, à chasser ces populations de leurs pays.

La situation créée par ces attentats est utilisée par le gouvernement socialiste avec le soutien des Républicains, du FN pour renforcer les mesures liberticides comme l'état d'urgence, que le gouvernement veut faire inscrire dans la Constitution, pour donner des moyens supplémentaires de combattre les luttes du peuple qui se développent contre l'offensive du capital, contre les syndicalistes qui organisent la défense des revendications des travailleurs.

Nous dénonçons cette « union sacrée » qui voudrait rassembler les exploiters, les grands industriels et financiers, les gouvernements et les partis à leur service avec celles et ceux qu'ils exploitent : les travailleurs, le peuple. Il ne peut pas y avoir d'union sacrée entre exploiters et exploités, entre les travailleurs, le peuple et les intérêts capitalistes.

Pour sortir de cette situation, la seule issue positive pour la France, c'est qu'elle agisse pour établir la paix au Moyen-Orient, c'est qu'elle défende les droits des peuples de cette région à décider de leur avenir. Si un pays comme la France jouait un tel rôle, on peut imaginer qu'elles en seraient les répercussions dans le monde et ses résultats

Nous appelons les travailleurs et le peuple à développer la lutte pour imposer la paix au Moyen-Orient, il y a urgence.

Jeudi 24 : Conseil des Ministres

La nouvelle mouture revue et corrigée avec la CFDT de la Loi El Khomri est présentée au Conseil des Ministres. Le MEDEF sans surprise rappelle ses exigences.

Notre mot d'ordre reste : retrait de la Loi El Khomri

La lutte doit s'amplifier partout pour contraindre le gouvernement au retrait de cette loi inique

La journée de grèves et de manifestations du 31 mars doit être une étape très importante dans le développement de cette lutte.

Nous appelons partout à en faire une grande journée d'action des travailleurs et de la jeunesse.